

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 96/03

ÉFAI – 030234 – ASA 35/010/2003

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

« DISPARITIONS » / CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ

PHILIPPINES

Datu Abdullah Sabdura Ala (h), 48 ans, porte-parole de la communauté musulmane
Ustadz Zulkifle Alimmudin (h), 28 ans, professeur d'arabe

Londres, le 10 avril 2003

Datu Abdullah Sabdura Ala et Ustadz Zulkifle Alimmudin ont été enlevés respectivement les 3 et 6 avril par des hommes armés qui appartiendraient au Service régional de renseignements et d'enquêtes de la *Philippine National Police* (PNP, Police nationale philippine). Leur « disparition » est survenue à Davao, ville située sur l'île de Mindanao, dans le sud des Philippines. On ignore tout du sort réservé à ces deux hommes, et Amnesty International craint que leur sécurité ne soit menacée.

Dans l'après-midi du 3 avril, Datu Abdullah Sabdura Ala se serait entretenu avec des représentants locaux du gouvernement au sujet de plusieurs musulmans qui avaient récemment été arrêtés dans la région et n'avaient pas été inculpés. Selon les informations recueillies, des proches de Datu Abdullah Sabdura Ala avaient été placés en garde à vue pendant une courte période à la suite d'attentats à l'explosif commis peu de temps auparavant à Davao. Avant de les relâcher, les policiers les auraient menacés de les arrêter à nouveau. Un peu plus tard dans la journée du 3 avril, Datu Abdullah Sabdura Ala faisait des achats dans un magasin situé sur l'artère de Maa Highway, à Davao, lorsqu'il a été enlevé par quatre hommes armés et masqués. Des témoins ont indiqué qu'il avait été entraîné dans un véhicule en stationnement dépourvu de plaque d'immatriculation.

Le 6 avril, alors qu'Ustadz Zulkifle Alimmudin attendait sur le bord d'une route qu'on vienne le chercher pour le ramener en voiture à son domicile, à Barangay Inawayan, sur l'île de Santa Cruz, dans la banlieue de Davao, un groupe d'hommes armés se serait emparé de lui et l'aurait entraîné dans un véhicule en stationnement.

Des proches de Datu Abdullah Sabdura Ala et d'Ustadz Zulkifle Alimmudin se seraient enquis de leur sort auprès de postes de police des environs, mais en vain. Le 8 avril, un représentant local du gouvernement a condamné publiquement le fait que les forces de police se refusaient à reconnaître qu'elles étaient responsables de l'enlèvement de ces deux hommes. Il leur a demandé d'enquêter sur ces « disparitions », et a indiqué que la communauté musulmane était très inquiète et craignait que d'autres enlèvements ne se produisent. Amnesty International a recueilli des informations faisant état d'autres « disparitions » à Davao, et cherche actuellement à obtenir de plus amples renseignements sur ces affaires.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Depuis les années 70, un conflit armé oppose le gouvernement philippin et le *Moro Islamic Liberation Front* (MILF, Front de libération islamique moro), groupe séparatiste musulman, sur l'île de Mindanao. Selon les informations recueillies par Amnesty International, de graves violations des droits humains – « disparitions », actes de torture, exécutions extrajudiciaires, arrestations arbitraires – sont toujours commises dans le cadre des opérations anti-insurrectionnelles menées par les autorités. Les personnes soupçonnées d'avoir des liens avec le MILF ou d'en être des sympathisants sont particulièrement exposées à ces violences. Le MILF se serait lui aussi rendu coupable de violations aux droits fondamentaux.

En mars et en avril 2003, des bombes ont explosé à l'aéroport de Davao et au niveau d'un terminal de car-ferries, faisant au moins 38 morts et de nombreux blessés. Plusieurs suspects ont été appréhendés. La présidente de la République, Gloria Macapagal Arroyo, a par la suite déclaré qu'une « violence anarchique » régnait à Davao. Appelant à « une guerre totale contre les terroristes », elle a annoncé que la police et l'armée prendraient des mesures de répression. Selon les informations recueillies, le maire de Davao, pour sa part, a ordonné aux forces de police de procéder à des arrestations sans mandat d'arrêt.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en anglais ou dans votre propre langue) :

– faites part de votre préoccupation quant à la sécurité de Datu Abdullah Sabdura Ala et d'Ustadz Zulkifle Alimmudin, qui ont été enlevés respectivement les 3 et 6 avril, dans la ville de Davao ;

– exhortez les autorités philippines à révéler immédiatement ce qu'il est advenu de ces deux hommes et à assurer leur protection ;

– priez-les, si ces hommes sont maintenus en détention, de veiller à ce qu'ils ne soient ni torturés, ni soumis à d'autres formes de mauvais traitements, et de leur permettre sans restriction de consulter un avocat, d'entrer en contact avec leurs proches et de recevoir des soins médicaux si leur état de santé le requiert ;

– demandez instamment, s'ils sont en détention, qu'ils soient immédiatement libérés, à moins qu'ils ne soient inculpés d'une infraction prévue par la loi ;

– engagez les autorités à indiquer clairement à tous les membres des forces armées et de la police que les violations des droits humains, notamment les « disparitions », ne seront tolérées en aucune circonstance, et que les responsables présumés de tels agissements seront déférés à la justice.

APPELS À :

N. B. : Il peut se révéler difficile d'obtenir les lignes de fax.

Directeur général de la police nationale philippine :

Hermogenes Ebdane
National Headquarters
Camp Crame
EDSA, cor. Santolan Road
Quezon City
Philippines

Télégrammes : Director General, Philippines National
Police, Quezon City, Philippines

Fax : +632 724 8763

Formule d'appel : *Dear Police Director General, / Monsieur*
le Directeur général,

Ministre de la Défense nationale :

General Angelo Reyes
Department of National Defense
3rd floor, DND building
Camp Aguinaldo
E. de los Santos Avenue
Quezon City
Philippines

Télégrammes : Defense Secretary, Quezon City,
Philippines

Fax : +632 911 6213

Formule d'appel : *Dear Secretary Reyes, / Monsieur le*
Ministre,

COPIES À :

Présidente de la Commission des droits humains :

Hon. Purificacion Valera Quisumbing
SAAC Building, UP Complex
Commonwealth Avenue
Diliman 1100
Quezon City
Philippines

Fax : +632 928 7240

Courriers électroniques : drpvq@chr.gov.ph

ainsi qu'aux représentants diplomatiques des Philippines dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 22 MAI 2003, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous trouverez les documents en français sur LotusNotes, rubrique ÉFAI - IS documents.
Vous pouvez également consulter le site Internet des ÉFAI : www.efai.org*